



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité départementale de Vendée
Site Préfecture de la Vendée
29 rue Delille - CS 60765
85020 La Roche Sur Yon Cedex

La Roche-sur-yon, le 15/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARRIERES MOUSSET SA

Les Lombardières
STE FLORENCE
85140 Essarts En Bocage

Références : D.26.0177
Code AIOT : 0006300834

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2026 dans l'établissement CARRIERES MOUSSET SA implanté Les Lombardières STE FLORENCE 85140 Essarts en Bocage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES MOUSSET SA
- Les Lombardières STE FLORENCE 85140 Essarts en Bocage
- Code AIOT : 0006300834

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière est autorisée par l'arrêté n° 04-DRCLE-1-274 du 27 mai 2004 pour 30 ans dont les prescriptions ont été complétées par APC n°21-DRACTAJ-1-599 du 29 octobre 2021. La superficie totale autorisée de la carrière est d'environ 84 ha pour un tonnage maximum autorisé de 2 000 000 tonnes/an. Le gisement est exploité à l'explosif après pompage des eaux d'exhaure. Les installations de traitement présentes sur site ont une puissance totale de 3 030 kW.

L'exploitation a fait l'objet de plusieurs APC dont le dernier date du 16 avril 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Rubriques IOTA prélèvements	Code de l'environnement du 01/01/2016, article R513-1-I	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	1 mois
6	Instabilité front d'abattage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	15 jours
7	Suivi du pH	Arrêté Préfectoral du 27/05/2004, article 4.3 d)	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi des eaux d'exhaures rejetées	Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 3.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	déclaration annuelle GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.V	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Mesures de	Arrêté Ministériel du	Avec suites, Demande	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	restriction en période de sécheresse portant sur le prélèvement	04/07/2024, article 2 (I-II-III-IV)	d'action corrective	
5	Incidents et accidents	Arrêté Préfectoral du 27/05/2004, article 2.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non-conformités nécessitant des actions correctives de la part de l'exploitant sont identifiées :

- L'exploitant a procédé à la mise en place de la sonde de suivi du pH. Les procédures écrites en place nécessitent d'être complétées.
- L'instabilité identifiée lors de la visite précédente perdure. Des actions de mises en sécurité ont été réalisées. Un suivi spécifique est à mettre en place.
- Le classement du site au titre de la loi sur l'eau est à transmettre à la préfecture.

Depuis plusieurs années l'exploitant procède à un travail sur le suivi des prélèvements dans le milieu (étude hydrogéologique) et consommations d'eau du site (mise en place de compteur) lui permettant en cas de sécheresse de pouvoir justifier de la quantité d'eau consommée et des éventuelles actions à mener pour limiter sa consommation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi des eaux d'exhaures rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/04/2025, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, suivi paramètres complémentaires
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/08/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>L'article 4.3 b)§3 de l'arrêté préfectoral du 27 mai 2004 est ainsi complété :</p> <p>« - conductivité, Sulfates ;</p> <p>- Métaux potentiellement liés au drainage acide : , Aluminium, Cuivre, Fer, Manganèse, Nickel ;</p> <p>- Autres métaux : Arsenic, Cadmium, Chrome, Plomb, Zinc. »</p>

Constats : L'exploitant a transmis l'analyse du 18/09/2025. L'ensemble des paramètres mentionnés a été analysé. L'exploitant respecte cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : déclaration annuelle GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.V
Thème(s) : Risques chroniques, déclaration annuelle
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/08/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : 1. L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.
Constats : La déclaration GEREP pour l'année 2025 a été réalisée par l'exploitant. Le volume prélevé a été de 186 000 m, le seuil pour la déclaration GEREP (7 000 m ³ d'eau prélevé dans le milieu naturel) est franchi par l'installation. Le tableau prélèvement du "pavé eau" a donc été complété. De plus, l'ensemble des éléments attendus au "pavé carrière" a également été déclaré. L'exploitant respecte cette prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures de restriction en période de sécheresse portant sur le prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/07/2024, article 2 (I-II-III-IV)
Thème(s) : Risques chroniques, restriction usages de l'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/08/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : I. Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des

exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :

- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;
- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;
- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;
- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.

II. Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant.

III. Les réductions mentionnées au I sont réalisées sur chacun des prélèvements concernés par un niveau de gravité. Elles sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1^{er}.

IV. Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.

Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.

La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.

L'arrêté interdépartemental Cadre Sécheresse du 22 mai 2023 identifie la commune de Sainte Florence dans la zone d'alerte prélèvement du Lay (MP 10)

L'arrêté préfectoral de restriction temporaire des usages de l'eau du 14 août 2025 identifie cette zone d'alerte sous le régime d'alerte renforcée concernant les eaux superficielles à partir du 11 août 2025.

L'ensemble du département de la Vendée est placé en vigilance pour l'eau potable à compter du jeudi 12 juin 2025. La carrière des Lombardières, située sur la commune de Sainte Florence est

concernée par ces restrictions.
<p>Constats :</p> <p>- Concernant la qualification de « consommation d'eau » du volume d'eau pluviale capté par la carrière demandé lors de la visite de 2025 (restriction en cours lors de la visite du 27/08/2025 pour les prélèvements d'eau superficielles) : L'étude conclut à une disconnexion entre le réseau hydrographique et les eaux souterraines en période de basses eaux. Le pompage de la carrière n'a pas vocation à altérer le régime hydraulique des cours d'eau proches. Le site n'est donc pas concerné par les restrictions relatives aux eaux superficielles de la zone MP10 (Sainte Florence) définie dans l'arrêté cadre sécheresse. A la date de la visite de 2026, il n'y a pas de restriction d'eau en cours sur le territoire de la commune de Sainte-Florence sur les eaux superficielles ou souterraines.</p> <p>- Un bilan hydrogéologique a été réalisé par l'exploitant afin de répondre à l'arrêté ministériel susmentionné en période de sécheresse (pas de restriction en cours). En l'absence de restriction d'eau sur le territoire occupé par la carrière, l'exploitant respecte cette prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rubriques IOTA prélèvements

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2016, article R513-1-I
Thème(s) : Situation administrative, bénéfice d'antériorité
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/08/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes :</p> <p>1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du déclarant ;</p> <p>2° L'emplacement de l'installation ;</p> <p>3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le porté à connaissance est en cours de rédaction.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un porté à connaissance doit être transmis à la préfecture de la Vendée au titre de l'article R181-</p>

46 du code de l'environnement. Cette démarche peut être effectuée via une téléprocédure sur le site Service Public.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Incidents et accidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2004, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, incidents et accidents
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/08/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de la carrière et de ses installations. Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier l'état des installations où à eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspection des installations classées n'a pas donné son accord.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une fiche accident/incident a été transmise par l'exploitant sur le modèle développé par le ministère.</p> <p>L'exploitant indique que suite à un tir de mines, il a constaté des fissures arrières et latérales au front de taille. A l'extrémité Est du massif abattu, il a observé un sous-cavage important. Une distance de sécurité a aussitôt été mise en place.</p> <p>Un géologue a été mandaté pour définir les causes de cet événement et les actions à mener pour assurer la stabilité.</p> <p>La cause de l'instabilité est la présence de fractures décomprimées évoluant en glissoire. L'exploitant précise les actions mises en place (cf point de contrôle n°6 sur la stabilité).</p> <p>Le rapport d'incident a été réalisé et transmis, l'inspection considère que cette prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Instabilité front d'abattage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6
Thème(s) : Risques chroniques, front abattage
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/08/2025

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

"Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs."

Constats :

Un rapport de géologue (Oolithe ref R 2025-10-07-MT-v1 du 09/10/2025) a été transmis à l'inspection.

Le rapport conclut que « Les pieds de fronts n°4 et n°5 sur la zone Sud montrent de nombreuses diaclases plus ou moins décomprimées parallèles au tracé des fronts. Certaines de ces fractures décomprimées évoluent vers des fissures ouvertes présentant ainsi un risque majeur de rupture de pied sur glissoir et par conséquent des glissements de volume moyen. En outre, ces glissoirs ont tendance à générer du sous-cavage. Ce phénomène se limite à la zone étudiée.»

Les préconisations suivantes sont ensuite réalisées :

Préconisation de l'étude	Action réalisée par l'exploitant
Purge des fronts n°4 et 5	L'exploitant a procédé à un tir de mines de purge pour traiter le sous-cavage. Cela a permis de sécuriser l'accès inférieur et de mariner le brut d'abattage.
Mise en place d'un fossé drainant au pied du front n°5 sur le secteur concerné pour diminuer la pression liée à la surcharge hydraulique afin de limiter le risque de rupture de pied.	Le fossé drainant n'a pas été mis en place afin de ne pas exposer les salariés au danger de l'instabilité.
Écartement de la piste de circulation située en pied du front n°5 (en E90 et E80) de 10 m du pied du front et mise en place d'un merlon de 2 m de haut le long de cette piste (côté front n°5).	La circulation sur la piste est interdite et la piste est coupée. La zone présente encore une zone de faiblesse. Un merlon d'éloignement a été mis en place à 10 m du pied. L'exploitation en pied de front n°5 du front 6 n'est pas prévue avant plusieurs années (2/3 ans).

Il n'y a pas de suivi spécifique de l'instabilité.

L'instabilité n'est pas identifiée sur un plan.

Le rapport n'indique pas si cette instabilité est de nature à remettre en cause les activités réalisées plus haut sur la plateforme adossée à la fosse.

Des actions correctives ont été mises en place par l'exploitant néanmoins l'instabilité perdure,

l'inspection considère que cette prescription n'est pas respectée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none"> - Un suivi régulier et tracé de cette zone instable par une personne compétente est à mettre en place. - Compléter le rapport Oolithe : d'un plan localisant l'instabilité et d'éléments concernant la stabilité des activités réalisées au dessus de l'instabilité au droit de la plateforme. - Au vu de la présence de cette instabilité, l'inspection proposera en parallèle du présent compte rendu un arrêté complémentaire pour encadrer l'exploitation de la zone, le suivi de l'instabilité et le passage d'un géologue régulièrement à l'échelle du site pour assurer l'identification des instabilités.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Suivi du pH

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2004, article 4.3 d)
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des rejets aqueux
Prescription contrôlée : <p>Sous 6 mois, l'émissaire de rejet des eaux de la carrière est muni d'un dispositif de suivi et d'enregistrement en continu du pH.</p> <p>En dehors de la plage de pH indiqué à l'article 4.3-b) tout rejet vers le milieu est arrêté via un dispositif d'asservissement automatique avec transmission de l'information au personnel compétent.</p> <p>Une surveillance à minima hebdomadaire des dispositifs précités (contrôle des sondes pH notamment) est mise en place. Le dispositif de transmission de l'information au personnel compétent est vérifié à minima mensuellement.</p>
Constats : <p>Le contrôle du pH en continu vient d'être mis en place. Un registre de suivi des contrôles menées sur le dispositif de suivi a été mis en place et est présenté en visite : les fréquences de contrôle sont respectées.</p> <p>L'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une notice d'étalonnage de la sonde pH. Ce document décrit les différentes actions à mener pour l'ouverture de la « chambre de passage » contenant la sonde, précise le matériel nécessaire (solutions de pH 7 et 10) et décrit la série d'action à valider sur le coffre « mesure pH ». La procédure nécessite deux opérateurs au vu de la localisation des deux dispositifs. - une notice concernant l'automate comprenant l'acquiescement du défaut (pH non-conforme) et le test pour l'envoi du SMS. Le pilotage des vannes y est expliqué. La procédure transmise est peu explicite quant aux considérations à prendre en compte pour l'acquiescement du défaut par l'opérateur et ne présente pas les opérations réalisées pour acquiescer le défaut identifié lors de la visite (notamment avec le double contrôle du pH au pHmètre portatif sur le site). Les fréquences de contrôle mentionnées (étalonnage sonde/test de l'alerte SMS) ne sont pas en accord avec l'arrêté complémentaire.

<p>L'exploitant signale à l'inspection que le fournisseur va lui fournir l'accès aux données de l'enregistreur (via internet).</p> <p>Sur site, l'exploitant a présenté le local de la sonde et le local de pilotage.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas cette prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>- Compléter les procédures des éléments attendus et en informer les salariés compétents.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>